

ayant fait une étude approfondie de la situation agricole ne m'a déclaré que la culture, prise au point de vue commercial, pouvait être rémunératrice. C'est là un état de choses grave. Je ne suis pas de ceux qui parlent de ruine complète, mais je crois que nous devons nous rendre aux faits.

Vient ensuite l'attitude de mes honorables amis du groupe progressiste et je compte qu'il m'écouteront avec patience, même si je les critique. Quand nous désirons arriver quelque chose qui nous intéresse tout particulièrement, beaucoup d'entre nous sont portés à exprimer les vues les plus extrêmes afin de frapper l'attention. Je crains de voir là un défaut dont mes honorables amis qui siègent à gauche ne sont pas tout à fait exempts. Si une catégorie fait des demandes exagérées et extrêmes, les autres catégories répondent à leur tour par des extrêmes en sens contraire et on se fait échec mutuellement. En se préparant à sacrifier un peu dans les compromis on pourrait trouver une solution au problème. Si nous n'agissons pas dans ce sens, la situation est pour ainsi dire désespérée.

M. CAMPBELL: L'honorable député peut-il nous dire exactement ce que l'agriculture peut aujourd'hui sacrifier en faveur des autres industries?

M. STANSELL: L'honorable député agit exactement de la manière dont, par une discrète allusion, je voulais l'empêcher d'agir. J'ai beaucoup de sympathie pour ceux des députés qui ne partagent pas mes vues et je leur donne toujours pleine liberté d'exprimer leur opinion. Je suis prêt à concéder que les agriculteurs ont fait des sacrifices considérables, et je dois ajouter, en toute justice, que les autres industries et le Gouvernement ont, de leur côté, tenté d'accomplir quelque chose pour eux. Il se peut que ces efforts n'aient pas été bien dirigés, mais il est de bonne politique de rendre justice aux intentions qui ont déterminé ces efforts; cela vaudrait mieux que de se borner à peindre le côté sombre de l'agriculture.

Il existe apparemment chez certaines personnes une tendance à attribuer au tarif toutes les difficultés que rencontre le cultivateur. Je ne prétendrai pas que le tarif n'a aucune part dans certaines de ces difficultés, mais je prétends qu'il existe bien d'autres causes à modifier pour améliorer la situation, et que les cultivateurs intéressés eux-mêmes pourraient faire beaucoup dans ce sens. Actuellement, un des principaux besoins de l'agriculture c'est de trouver moyen de lui procurer des prêts à longue échéance de façon à permettre à ceux qui n'ont que de faibles capitaux d'acheter des fermes à un taux raisonnable d'intérêt et de

les payer à tempérament, pendant une longue période d'années, peut-être vingt ans et plus. Les gouvernements provinciaux pourraient peut-être s'en occuper. C'est là un projet que toutes les industries devraient favoriser. Ce système aurait pour effet d'encourager les immigrants à acheter des terres et il tendrait aussi à conserver les jeunes gens à la terre. Les emprunts remboursables à brève échéance, pour l'entretien des animaux et autres frais d'exploitation, pourraient être consentis grâce à notre système bancaire actuel du moment qu'on le modifierait un peu.

Une autre chose nécessaire aux intérêts des cultivateurs, ce sont de meilleurs moyens de placement de ses produits. Le Gouvernement peut accorder une certaine aide, mais je crois qu'au fond, la solution peut se trouver dans les efforts des cultivateurs eux-mêmes. Nos collègues agricoles et nos fermes modèles ont accompli beaucoup pour nous montrer le moyen d'augmenter le rendement, mais ces institutions ne nous ont pas appris beaucoup sur la manière de placer avantageusement nos produits et comment conduire nos exploitations agricoles avec profit. Les sommes que l'on dépense pour ces institutions pourraient être plus avantageusement employées, à mon sens, si on s'en servait pour créer un meilleur système de mise sur le marché et pour démontrer comment les divers systèmes d'exploitation d'une ferme peuvent être employés avec profit.

On a fait allusion au parti libéral qui occupe maintenant les bancs du trésor.

Je ne me propose pas de discuter le programme libéral de 1919 bien longuement. Le sujet ne paraît pas très agréable pour quelques-uns, mais comme le Gouvernement a déjà fait deux sessions, il n'est pas mauvais de passer son œuvre en revue afin de voir s'il a donné tout ce qu'il promettait.

J'ai des félicitations à lui adresser sur quelques points. A la dernière session il a diminué un peu le droit sur les instruments agricoles; mais par contre il a augmenté la taxe de vente. Cette année, il a fait pis en élevant le droit sur les raisins secs. Mais dans les deux sessions il a oublié d'exécuter son programme. Aujourd'hui le ministre des Finances porte un coup à la stabilité du tarif. Ce coup nous a été expliqué par le député de Brantford (M. Raymond) d'une manière aussi curieuse qu'éloquente. La stabilité en matière de tarif, a-t-il dit, ne veut pas dire qu'on ne bouge pas—en allant du bon côté, je suppose—mais elle veut dire que le Gouvernement n'est pas facilement renversé.

Le public a droit à une meilleure explication. Il ne suffit pas de dire qu'on tourne en